

MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 75-36 du 21 janvier 1975 relatif au statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'éducation, du ministre de la qualité de la vie, du secrétaire d'Etat aux universités et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique),

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret du 17 mars 1945 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, modifié et complété par les décrets des 17 octobre 1945, 14 avril 1950, 13 janvier 1951, 1^{er} juillet 1952 et 10 octobre 1953 ;

Vu le décret n° 59-308 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-310 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics, à l'organisation des comités médicaux et au régime des congés des fonctionnaires, modifié par les décrets n° 62-679 du 16 juin 1962, 67-736 du 25 août 1967, 68-1046 du 29 novembre 1968 et 73-204 du 28 février 1973 ;

Vu le décret n° 59-311 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires ;

Vu la loi du 27 février 1880 instituant au chef-lieu de chaque académie un conseil académique ;

Vu la loi du 17 juillet 1908 sur le relèvement des peines prononcées par les conseils disciplinaires et les déchéances ayant pu en résulter ;

Vu le décret du 13 septembre 1949 portant règlement d'administration publique et fixant les dispositions communes aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat, modifié par les décrets du 5 décembre 1951 et du 18 septembre 1957 ;

Vu le décret du 17 août 1961 relatif au statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive, modifié par le décret n° 62-1282 du 31 octobre 1962 ;

Vu le décret du 5 décembre 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale, modifié par les décrets n° 58-295 du 20 mars 1958, 59-1402 du 9 décembre 1959, 61-1013 du 7 septembre 1961, 66-757 du 7 octobre 1966, 69-79 du 22 janvier 1969 et 73-635 du 3 juillet 1973 ;

Vu le décret n° 73-321 du 15 mars 1973 portant fixation, en ce qui concerne les fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics de l'Etat et les magistrats de l'ordre judiciaire, des modalités d'application des dispositions de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 ;

Vu le décret n° 64-658 du 25 juin 1964 relatif à l'organisation des services extérieurs du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports et notamment son article 10 relatif aux centres régionaux d'éducation physique et sportive ;

Vu l'avis en date du 12 septembre 1974 du conseil supérieur de la fonction publique ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Les professeurs adjoints d'éducation physique et sportive forment un corps régi par l'ordonnance susvisée du 4 février 1959, par les règlements d'administration publique pris pour son application et par le présent décret qui fixe leur statut particulier.

Art. 2. — Le corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive est classé dans la catégorie B prévue à l'article 17 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959. Il comprend un seul grade divisé en onze échelons.

Ses membres sont nommés et titularisés par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Pour l'application du décret susvisé du 5 décembre 1951, le coefficient caractéristique 100 est attribué au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Art. 3. — Les professeurs adjoints d'éducation physique et sportive participent à l'éducation principalement en assurant un service d'enseignement dans les établissements d'enseignement et les services extérieurs relevant du ministère chargé de la jeunesse et des sports, ainsi que dans les établissements de formation du personnel enseignant d'éducation physique et sportive.

CHAPITRE II

Recrutement.

Art. 4. — Les professeurs adjoints d'éducation physique et sportive sont recrutés par la voie d'un concours ouvert aux élèves des centres régionaux d'éducation physique et sportive spécialisés dans la préparation de ce concours, et qui, dans les conditions prévues aux articles ci-après, ont accompli dans ces centres un cycle de scolarité de deux ans.

Nul ne peut être admis à se présenter plus de trois fois à ce concours.

La nature et les modalités du concours sont fixées par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports, du ministre chargé de la fonction publique et du secrétaire d'Etat aux universités.

Art. 5. — Sont admis dans les centres régionaux les élèves qui ont satisfait aux épreuves d'un concours.

Peuvent être admis à se présenter à ce concours les candidats qui remplissent certaines conditions d'aptitude physique définies par un arrêté interministériel pris en application de l'article 15 du décret susvisé n° 59-310 du 14 février 1959 et qui sont âgés de dix-sept ans au moins et de vingt-six ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours. La limite d'âge supérieure s'entend sans préjudice de l'application des dispositions en vigueur en matière de reports des âges limites au titre du service militaire, du service national et des charges de famille. En outre, elle peut être reculée d'un temps égal à la durée des services valables ou validables pour la retraite, dans la limite de dix années.

Les candidats doivent être titulaires soit du baccalauréat de l'enseignement du second degré, soit du baccalauréat de technicien, soit d'un titre français admis réglementairement en dispense du baccalauréat pour l'inscription dans une université ; à défaut d'un de ces titres, ils doivent avoir satisfait aux épreuves d'un examen permettant de vérifier leur aptitude à recevoir l'enseignement théorique dispensé dans les centres régionaux d'éducation physique et sportive.

Art. 6. — Les élèves admis dans les centres régionaux reçoivent une formation générale, pédagogique, théorique et pratique d'une durée de deux ans.

Les candidats pourvus de la première partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive et satisfaisant aux conditions d'âge prévues à l'article précédent peuvent accéder directement à la seconde année de scolarité après avoir satisfait à des épreuves de sélection.

Art. 7. — Les candidats qui ont subi avec succès les épreuves du concours prévu à l'article 4 ci-dessus sont nommés professeurs adjoints stagiaires. Ils reçoivent en cette qualité application du décret susvisé du 13 septembre 1949.

La durée du stage est d'une année à l'issue de laquelle les professeurs adjoints stagiaires sont titularisés si leur manière de servir pendant le stage a été jugée satisfaisante. Dans le cas contraire, ils peuvent être autorisés à accomplir une seconde année de stage à l'issue de laquelle ils sont soit titularisés, soit, s'ils sont déjà fonctionnaires, réintégrés dans leur corps d'origine, soit licenciés.

Le stage est divisé en périodes pendant lesquelles les stagiaires sont affectés dans un établissement d'enseignement et dans un service extérieur relevant du ministère chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — Les modalités et la nature des épreuves du concours, de l'examen et de la sélection prévus ci-dessus pour l'admission dans les centres régionaux d'éducation physique et sportive sont fixées par arrêtés du ministre chargé de la jeunesse et des sports. Ces arrêtés fixent le nombre des emplois offerts aux candidats de chacun des deux sexes.

Un arrêté du même ministre fixe également le programme de la scolarité des centres régionaux dont la seconde année est consacrée à la préparation du concours d'accès au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

CHAPITRE III

Notation et avancement.

Art. 9. — Par dérogation aux articles 24 et 25 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959 et au décret susvisé n° 59-308 du 14 février 1959, le ministre chargé de la jeunesse et des sports fixe la note des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive dans les conditions prévues aux articles 10 à 14 ci-après.

Art. 10. — Le recteur de l'académie dans le ressort de laquelle exerce le professeur adjoint attribue à celui-ci, sur proposition des supérieurs hiérarchiques, une note administrative de 0 à 40, accompagnée d'une appréciation générale sur sa manière de servir.

La note chiffrée est communiquée à l'intéressé. La commission administrative paritaire académique peut, à la requête de l'intéressé, demander au recteur la révision de la note. Dans ce cas, communication doit être faite à la commission de tous éléments d'information.

La commission administrative paritaire doit, à la requête de l'intéressé, demander au recteur la communication au professeur adjoint de l'appréciation générale mentionnée au 1^{er} alinéa du présent article.

Art. 11. — Une note pédagogique de 0 à 60 est attribuée par l'inspecteur principal pédagogique qui porte également une appréciation sur la valeur de l'action éducative exercée par l'intéressé et de l'enseignement qu'il a dispensé.

L'appréciation pédagogique est communiquée immédiatement à l'intéressé.

La note et l'appréciation pédagogique ne peuvent être révisées.

Art. 12. — Les notes administratives, éventuellement révisées, font l'objet d'une péréquation à l'échelon national. La note globale est attribuée par le ministre chargé de la jeunesse et des sports en faisant la somme de la note administrative ainsi péréquée et de la note pédagogique.

La note globale, la note administrative et la note pédagogique sont communiquées par le ministre à l'intéressé.

Art. 13. — La notation du personnel détaché pour exercer dans une fonction d'enseignement est assurée selon les modalités prévues aux articles 11 et 12 ci-dessus. Toutefois, le pouvoir de notation en matière administrative est attribué au chef de service.

Art. 14. — La notation du personnel ne remplissant pas des fonctions d'enseignement comporte une note de 0 à 100 fixée par le ministre chargé de la jeunesse et des sports compte tenu des notes et appréciations établies par l'autorité auprès de laquelle ce personnel est affecté.

La communication et la révision de la note sont alors effectuées conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 du décret susvisé n° 59-308 du 14 février 1959.

Art. 15. — Par dérogation aux dispositions de l'article 27 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959 et du décret susvisé n° 59-308 du 14 février 1959, l'avancement d'échelon des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive a lieu partie au grand choix, partie au choix, partie à l'ancienneté.

Il a effet du jour où les intéressés remplissent les conditions fixées au tableau ci-dessous :

ÉCHELONS	GRAND CHOIX	CHOIX	ANCIENNETÉ
Du 1 ^{er} au 2 ^e échelon....	1 an 3 mois.	—	1 an 6 mois.
Du 2 ^e au 3 ^e échelon....	1 an 3 mois.	—	1 an 6 mois.
Du 3 ^e au 4 ^e échelon....	1 an 3 mois.	—	1 an 6 mois.
Du 4 ^e au 5 ^e échelon....	1 an 3 mois.	—	1 an 6 mois.
Du 5 ^e au 6 ^e échelon....	1 an 3 mois.	—	1 an 6 mois.
Du 6 ^e au 7 ^e échelon....	1 an 3 mois.	1 an 6 mois.	2 ans 6 mois.
Du 7 ^e au 8 ^e échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans 6 mois.	4 ans 6 mois.
Du 8 ^e au 9 ^e échelon....	2 ans 6 mois.	3 ans 6 mois.	4 ans 6 mois.
Du 9 ^e au 10 ^e échelon....	2 ans 6 mois.	4 ans.	4 ans 6 mois.
Du 10 ^e au 11 ^e échelon....	3 ans.	4 ans.	4 ans 6 mois.

Le ministre établit pour chaque année scolaire :

a) Une liste des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promu au grand choix. Les promotions sont prononcées, après avis de la commission administrative paritaire, dans la limite de 30 p. 100 de l'effectif des professeurs adjoints inscrits sur cette liste.

b) Une liste des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive atteignant au cours de cette période l'ancienneté d'échelon requise pour être promu au choix. Les promotions sont prononcées, après avis de la commission administrative paritaire, dans la limite des cinq septièmes de l'effectif des professeurs adjoints inscrits sur cette liste.

Les fonctionnaires qui n'ont pas bénéficié d'une promotion au grand choix ou au choix sont promus lorsqu'ils atteignent la durée de services prévue pour l'avancement à l'ancienneté.

En outre, il est dressé des listes propres, d'une part, aux personnels détachés pour exercer une fonction d'enseignement, d'autre part, aux personnels ne remplissant pas des fonctions d'enseignement.

Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'application de l'article 9 du décret susvisé du 15 mars 1973.

CHAPITRE IV

Discipline.

Art. 16. — Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959, les sanctions disciplinaires susceptibles d'être appliquées aux professeurs adjoints d'éducation physique et sportive sont les suivantes :

- L'avertissement ;
- Le blâme ;
- La réduction d'ancienneté d'échelon ;
- L'abaissement d'un ou plusieurs échelons ;
- Le déplacement d'office ;
- L'exclusion temporaire de fonctions, privative de toute rémunération, pour une durée qui ne peut excéder cinq ans ;
- La mise à la retraite d'office ;
- La révocation sans suspension des droits à pension ;
- La révocation avec suspension des droits à pension.

Art. 17. — L'interdiction d'enseigner pour une durée maximum de cinq ans ou l'interdiction absolue d'enseigner peut être prononcée comme sanction complémentaire de l'une des peines énumérées à l'article 16 de f à i par le conseil académique, à la demande du ministre de l'éducation, sur la proposition du ministre chargé de la jeunesse et des sports. Le conseil académique prononce, sauf recours en conseil supérieur de l'éducation nationale, la sanction à appliquer.

L'appel au conseil supérieur de l'éducation nationale des décisions du conseil académique doit être fait dans le délai de quinze jours à partir de la notification qui en est donnée en la forme administrative. Cet appel est suspensif ; toutefois, le conseil académique pourra dans ces cas ordonner l'exécution provisoire de sa décision nonobstant appel.

Le professeur adjoint d'éducation physique et sportive traduit devant le conseil académique ou le conseil supérieur de l'éducation nationale a le droit de prendre connaissance du dossier, de se défendre ou de se faire défendre de vive voix ou au moyen de mémoires écrits.

La procédure devant le conseil académique est réglée par les dispositions du décret du 26 juin 1880 portant règlement intérieur du conseil académique. Toutefois, un inspecteur principal pédagogique de la jeunesse et des sports nommé par le ministre chargé de la jeunesse et des sports et un professeur adjoint d'éducation physique et sportive élu dans le ressort de l'académie par les membres du corps siègent au conseil académique pour toutes les affaires disciplinaires relatives à l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Le professeur adjoint d'éducation physique et sportive frappé d'interdiction d'enseigner peut demander à être relevé de cette peine dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1908 et par le décret du 24 février 1909.

CHAPITRE V

Dispositions diverses.

Art. 18. — Sous réserve des mutations effectuées pour l'intérêt du service, le tableau des mutations est établi pour chaque année scolaire. Les conditions de dépôt des demandes sont fixées par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Les mutations sont prononcées par le même ministre après avis de la commission administrative paritaire. Elles prennent effet à la date de la rentrée scolaire.

Art. 19. — L'article 49 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959 n'est pas applicable au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Art. 24. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 ci-dessus, les élèves des centres régionaux en cours de scolarité à la date d'effet du présent décret pourront accéder, en 1975 et en 1976, au nouveau corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive s'ils subissent avec succès les épreuves de sélection mentionnées au décret susvisé du 17 mars 1945. Ils pourront en outre être admis à se présenter à la session de 1977 du concours prévu à l'article 4 ci-dessus s'ils remplissent les conditions d'âge et d'aptitude physique mentionnées à l'article 5.

Art. 25. — Pour l'application de l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les indices de traitement seront fixés conformément au tableau d'assimilation ci-après :

SITUATION ACTUELLE (échelons et ancienneté dans l'échelon).		SITUATION NOUVELLE (échelons).
Maître d'éducation physique et sportive :		Professeur adjoint d'éducation physique et sportive (nouveau corps) :
1 ^{er} échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 1 an 3 mois...	1 ^{er} échelon.
2 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 1 an 3 mois...	1 ^{er} échelon.
2 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 1 an 3 mois...	2 ^e échelon.
3 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 1 an 3 mois...	2 ^e échelon.
4 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 1 an 3 mois...	3 ^e échelon.
4 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 1 an 3 mois...	3 ^e échelon.
5 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 2 ans 3 mois...	4 ^e échelon.
5 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 2 ans 3 mois...	5 ^e échelon.
6 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 1 an 3 mois...	5 ^e échelon.
6 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 1 an 3 mois...	6 ^e échelon.
7 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 2 ans 9 mois...	7 ^e échelon.
7 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 2 ans 9 mois...	7 ^e échelon.
8 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 3 mois...	8 ^e échelon.
8 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 3 mois...	9 ^e échelon.
9 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 3 mois...	9 ^e échelon.
9 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 3 mois...	10 ^e échelon.
10 ^e échelon...	Ancienneté inférieure ou égale à 6 mois...	10 ^e échelon.
11 ^e échelon...	Ancienneté supérieure à 6 mois...	11 ^e échelon.

Art. 26. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation, le ministre de la qualité de la vie, le secrétaire d'Etat aux universités et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 15 septembre 1975.

Fait à Paris, le 21 janvier 1975.

JACQUES CHIRAC.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,
ANDRÉ JARROT.

Le ministre de l'économie et des finances,
JEAN-PIERRE FOURCADE.

Le ministre de l'éducation,
RENÉ HABY.

Le secrétaire d'Etat aux universités,
JEAN-PIERRE SOISSON.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),
GABRIEL PÉRONNET.

Echelonnement indiciaire applicable au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive.

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la qualité de la vie, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 75-36 du 21 janvier 1975 portant statut particulier du corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'échelonnement indiciaire applicable au corps des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive est fixé en indices majorés du 1^{er} octobre 1972 et en indices bruts ainsi qu'il suit :

ECHELONS	A COMPTER du 15 septembre 1975.		A COMPTER du 1 ^{er} juillet 1976.	
	Indices bruts.	Indices majorés.	Indices bruts.	Indices majorés.
11 ^e échelon....	523	415	533	423
10 ^e échelon....	479	382	491	391
9 ^e échelon....	452	361	459	367
8 ^e échelon....	427	343	434	348
7 ^e échelon....	391	320	399	326
6 ^e échelon....	372	305	379	311
5 ^e échelon....	355	293	363	299
4 ^e échelon....	341	282	348	288
3 ^e échelon....	328	272	336	278
2 ^e échelon....	313	261	321	276
1 ^{er} échelon....	295	247	302	253
Stage	259	222	267	228

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 15 septembre 1975.

Fait à Paris, le 21 janvier 1975.

Le ministre de la qualité de la vie,
ANDRÉ JARROT.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
ROBERT LESCURE.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,
ALAIN GRELLET BOSVIEL.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
(Fonction publique),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
JEAN-LOUIS MOREAU.

Budget de l'école nationale d'équitation.

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) en date du 31 décembre 1974, le budget primitif de l'école nationale d'équitation pour 1975 est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme nette de 9 881 537 F.